



© Shutterstock / argus

Les priorités du **CESE** durant la **présidence** **néerlandaise**

Janvier – juin 2016

EU
2016



Comité économique et social européen



Le mot du président

Je fonde évidemment beaucoup d'espoir sur l'expérience des Pays-Bas dans la construction européenne, pour qu'ils fassent tout ce qui est en leur pouvoir afin :

- de mettre sur la table du Conseil les thèmes qui sont vraiment essentiels pour nos États membres, à court et à long termes;
- d'œuvrer à ce que le Conseil parvienne enfin à donner aux citoyens l'image d'un organe de dialogue et de consensus capable de trouver, dans la solidarité, des solutions solides et de les appliquer rapidement, résolument et courageusement;
- de rapprocher l'Europe de ses citoyens: il faut leur offrir une Europe qui se soucie d'eux de façon tangible.

À l'heure où j'écris ces lignes, le programme de la présidence néerlandaise n'est pas encore connu. Le gouvernement néerlandais a toutefois fait part de ses intentions dans des lettres adressées à la Chambre des représentants. J'ai remarqué avec le plus grand intérêt que, par ses lettres, non seulement le gouvernement néerlandais prend soin d'informer et de consulter les députés, mais il veille à le signaler explicitement, dès le début, lorsqu'il répond à l'avis que le Conseil économique et social national a précisément émis sur les priorités de la présidence néerlandaise. C'est une excellente pratique, et j'espère que la présidence néerlandaise fera la même chose au niveau européen: être proche du Parlement et ne pas manquer l'occasion de signaler que le Conseil a pris en considération des avis du Comité économique et social européen et du Comité des régions, en espérant, bien entendu, qu'il les aura suivis aussi largement que possible.

En substance, les priorités du Comité pendant cette présidence seront celles que ses organes ont fixées ou vont fixer dans les prochains mois: ce sont l'intérêt de la société civile européenne et la situation de l'Union qui les dictent. Cela dit, l'Union va nécessairement être confrontée à des défis spécifiques pendant la période durant laquelle les Pays-Bas auront la présidence – notamment la nécessité de réagir d'une façon vraiment décisive face à l'afflux actuel de réfugiés en Europe –, et il va de soi que le Comité est prêt à apporter sa contribution dans ce contexte.

Par ailleurs, les points de convergence avec les principes essentiels que le gouvernement néerlandais met en exergue pour sa présidence sont nombreux.

Le gouvernement néerlandais a raison de commencer par plaider pour «une Union se concentrant sur l'essentiel, une Union ayant une valeur ajoutée pour les citoyens européens et pour les entreprises». Je suis ravi de le voir ajouter que la tâche essentielle, pour cela, c'est de veiller à la création d'emplois et à la croissance économique, et je suis encore plus heureux de voir qu'en commençant par ce point-là, il précise que c'est ce que lui demande le Conseil économique et social national.

Le gouvernement néerlandais a également raison de vouloir une *Unie die verbindt* – je serais tenté de traduire par «une Union qui unit», «a unifying Union» – et de parler des valeurs fondamentales et du soutien qu'il faut obtenir des citoyens. Il me ravit encore davantage en ajoutant qu'il faut «une implication active de la population et des organisations de la société civile, de telle façon qu'ils sachent qu'ils ont été entendus». C'est exactement cela qu'il faut faire si l'on veut redresser l'Europe, la remettre au service de ses vraies valeurs, lui rendre le soutien et l'enthousiasme de ses peuples, cesser de la faire passer pour une machinerie lointaine et insensible, incapable de consensus, si ce n'est pour annoncer de sinistres nouvelles: il faut dire explicitement qu'on écoute la société civile,

souligner que des organes la représentant correctement sont en place, prouver qu'on les écoute et montrer concrètement aux gens des preuves de courage, de créativité, de solidarité, d'investissement, et tout cela dans le but de combattre la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie et de travail de tous.

Si la présidence néerlandaise adopte cet objectif-là et préside le Conseil dans cet esprit-là, si elle se réjouit de pouvoir dire que les organisations de la société civile ont été entendues, alors non seulement notre Comité se tiendra, bien entendu, à sa disposition pour répondre avec célérité à toute demande d'avis qu'elle pourrait lui adresser, mais elle aura du mal à trouver un allié plus solide que lui. Il ne manquera d'ailleurs pas, lui non plus, de saluer ce qu'elle aura fait pour l'Union «réelle», c'est-à-dire pour ses entreprises, ses travailleurs, ses citoyens.

Georges Dassis
Président du CESE



Croissance durable et emploi: les deux grandes priorités du Conseil économique et social néerlandais

Depuis les années 1950, le Conseil économique et social des Pays-Bas (SER) a publié plusieurs rapports consultatifs sur l'intégration européenne. Dans une lettre d'information sur les priorités de la présidence néerlandaise, adressée au ministre des affaires étrangères en 2014, le SER soulignait l'importance de l'intégration et de la coopération européennes. Le SER coopère avec le CESE de différentes manières. Il participe non seulement activement au comité de pilotage de la stratégie Europe 2020, mais il est également membre du réseau des conseils économiques et sociaux nationaux (CES) de l'Union européenne et du CESE, de CESlink (la communauté en ligne des conseils économiques et sociaux de l'UE) et de l'Association internationale des CES et institutions similaires.

Le SER conseille le gouvernement et le Parlement néerlandais, et a pour objectif de favoriser le consensus social sur les questions socio-économiques nationales et internationales. Il est composé de représentants des employeurs et des syndicats, ainsi que d'experts indépendants. Les conseils fournis par le SER sont guidés par un objectif de prospérité sociale au sens le plus large, englobant le progrès tant matériel que social, et un environnement de vie de qualité. Les rapports du SER remplissent parfaitement un double rôle: contribuer à façonner la politique du Conseil, afin de garantir une large adhésion de la société civile, et contribuer à garantir que le secteur des entreprises fonctionne de manière socialement responsable. Le SER, qui œuvre en faveur de la détection et

de l'interprétation des signaux émanant de la société, offre à différentes organisations de la société civile l'occasion de partager leur expertise spécifique.

L'objectif prioritaire de la présidence néerlandaise est le rétablissement d'une croissance durable et de l'emploi, ce qu'elle souhaite concrétiser par la mise en œuvre de différentes stratégies spécifiques telles que la stratégie Europe 2020 et un plan d'investissement pour l'Europe, la promotion du marché intérieur, la prise de mesures favorables aux consommateurs et à l'environnement, un marché de l'énergie intérieur interconnecté, des investissements dans les infrastructures et la connaissance, l'exploitation des opportunités offertes par l'économie circulaire, la mise en place d'une coordination permettant de stimuler l'apprentissage tout au long de la vie; la promotion d'une mobilité équitable de la main-d'œuvre à l'intérieur de l'Union.

Selon le Conseil économique et social néerlandais (SER), la mobilité de la main-d'œuvre peut contribuer à la baisse du chômage, car elle encourage les personnes à se déplacer pour trouver un emploi qui correspond parfaitement à leurs qualifications. Si l'on veut renforcer l'adhésion à la libre circulation des travailleurs et des services et au détachement de travailleurs, il y a lieu de garantir des conditions de concurrence équitables. C'est la raison pour laquelle le SER demande, dans son avis sur la migration de la main-d'œuvre, l'élaboration d'un plan d'action en concertation avec les partenaires sociaux, afin de promouvoir la mobilité équitable de la main-d'œuvre dans l'UE. La présidence néerlandaise apporte une contribution majeure à la réalisation de cet objectif.

Les membres néerlandais du CESE



BOUWKNEGT Melanie Irmgard

Groupe II – Travailleurs

Conseillère politique, Confédération nationale des syndicats chrétiens aux Pays-Bas (CNV)
info@eesc.europa.eu



QUAEDVLIEG Leo

Groupe I – Employeurs

Chef du bureau de la VNO-NCW à Bruxelles, et MKB Nederland
info@eesc.europa.eu



BULK Marjolijn

Groupe II – Travailleurs

Responsable pour les affaires internationales, Fédération du mouvement syndical néerlandais (FNV)
info@eesc.europa.eu



SIECKER Martin

Groupe II – Travailleurs

Dirigeant syndical, Fédération du mouvement syndical néerlandais (FNV)
Martin.Siecker@eesc.europa.eu



DIRX Jan

Groupe III – Activités diverses

Conseiller et assistant de direction, Organisation «Natuur en Milieu»
JanWillemHendrik.Dirx@eesc.europa.eu



SIMONS Jan

Groupe I – Employeurs

Professeur émérite d'économie des transports, Université libre d'Amsterdam
Jan.Simons@eesc.europa.eu



LUSTENHOUWER Cornelis

Groupe I – Employeurs

Conseiller général, Delta NV, et conseiller pour la politique européenne, MKB Nederland
info@eesc.europa.eu



VAN IERSEL Joost

Groupe I – Employeurs

Ancien président de la chambre de commerce de La Haye et ancien membre de la seconde Chambre
Joost.VanIersel@eesc.europa.eu



MULLER Catelijne

Groupe II – Travailleurs

Conseillère, Centrale syndicale pour les professionnels (VCP)
info@eesc.europa.eu



VAN WEZEL Anna

Groupe II – Travailleurs

Conseillère politique aux affaires internationales et européennes, Fédération du mouvement syndical néerlandais (FNV)
Annie.VanWezel@eesc.europa.eu



OSINGA Klaas Johan

Groupe III – Activités diverses

Conseiller principal, LTO Nederland
info@eesc.europa.eu



WESTENDORP Dirk

Groupe III – Activités diverses

Ancien directeur général, Fédération des consommateurs (CB)
Dirk.Westendorp@eesc.europa.eu

Les priorités de la société civile européenne durant la présidence néerlandaise



Alors que la pauvreté et l'exclusion sociale ne cessent d'augmenter, le Comité économique et social européen (CESE) entend continuer à mettre l'accent sur le **modèle social européen**, en insistant tout particulièrement sur les investissements sociaux en tant que facteur productif et sur les systèmes de protection sociale efficaces et fiables, en vue de contribuer à la construction d'un pilier européen de droits sociaux. La création d'emplois constitue l'une des principales priorités et le CESE mettra l'accent sur des politiques innovantes à dimension humaine, qui permettent de trouver le juste équilibre entre les préoccupations économiques, sociales et environnementales. Une attention particulière sera accordée aux mesures qui permettent de créer de l'emploi, en particulier en faveur des jeunes, des migrants, des réfugiés et des chômeurs de longue durée.

Le CESE promouvra également le **travail décent**, en soulignant la nécessité d'assurer des conditions de travail décentes, en particulier dans le contexte de la libre circulation des travailleurs et des services. La recherche et l'innovation sont essentielles pour **améliorer la compétitivité, promouvoir la croissance, créer des emplois et relever les défis de société**. Le Comité examinera l'incidence sur l'emploi de la transition numérique et de la transition vers une économie verte, à faible intensité de carbone et efficace dans l'utilisation des ressources. Conscient du fait que le secteur

industriel est en évolution constante, le CESE suivra et analysera avec attention les développements de **l'industrie 4.0**, qui entend établir de nouveaux modèles économiques, faire évoluer l'état d'esprit et créer des interactions entre les lignes de production existantes et les technologies révolutionnaires, et ce, afin d'élaborer une approche globale quant aux meilleurs moyens de préparer les entreprises d'Europe à prendre part à ce processus.

Le Comité soutiendra les efforts en faveur d'une **politique d'immigration et d'asile commune** plus ouverte et humaniste, ainsi que du renforcement de la solidarité et du partage des responsabilités au sein de l'Union européenne. Il œuvrera également en faveur d'une meilleure reconnaissance de la contribution des immigrants à l'économie et à la société européennes, ainsi que de leur **intégration dans le marché de l'emploi**, de l'amélioration de leur formation et du plein respect de leurs droits fondamentaux.

La **migration**, de même que l'emploi des jeunes et le renforcement de l'intégration de la société civile dans les pays du Sud, seront les thèmes principaux des activités liées à **Euromed et aux pays africains**. En ce qui concerne les **voisins européens de l'Est**, la principale priorité sera la participation de la société civile au suivi de la mise en œuvre des accords d'association. Deux plateformes de la société civile, avec la Moldavie et la Géorgie, et un groupe consultatif interne pour l'Ukraine seront établis.

Le Comité assurera le suivi des **négociations commerciales de l'UE** et le suivi par la société civile des accords de l'UE. Une attention particulière sera accordée aux accords de libre-échange approfondi et complet avec l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie, ainsi qu'aux négociations avec **les États-Unis et le Japon**. La question des chaînes d'approvisionnement au niveau mondial et du développement durable dans les accords commerciaux fera l'objet d'un avis, qui constituera également une contribution à la conférence annuelle de l'OIT, en juin 2016.

La présidence néerlandaise sera associée aux travaux du CESE dans deux domaines: **l'élargissement**, et plus particulièrement les premiers pas du **comité consultatif mixte de la société civile UE-Serbie** récemment mis en place, et **l'Amérique latine**, domaine dans lequel la présidence sera associée à la contribution de la **table ronde de la société civile UE-Brésil** au sommet 2016 UE-Brésil.

Le CESE sera attentif à la **coordination des systèmes de sécurité sociale** dans le cadre de la politique de développement, à la **révision de l'accord de Cotonou** après 2020, et au suivi des **objectifs de développement durable pour l'après-2015** (ODD). La participation de la société civile revêt une importance toute particulière dans le cadre de la mise en œuvre concrète du **programme de développement durable des Nations unies pour 2030**. Le CESE s'emploiera à la création d'un forum européen du développement durable, qui devrait fournir un cadre structuré et indépendant pour la participation de la société civile dans la

mise en œuvre, le suivi et le réexamen des ODD au niveau de l'UE.

Pour ce qui est de la **politique climatique**, le Comité proposera des moyens concrets pour promouvoir la participation de la société civile à la préparation et à la mise en œuvre des accords internationaux. D'autres questions porteront sur l'intégration de la dimension climatique dans toutes les politiques de l'Union, la transition vers des économies à faibles émissions et résilientes au changement climatique, et sur l'adaptation à celui-ci (en mettant particulièrement l'accent sur l'utilisation des terres, y compris les liens avec la sécurité alimentaire).

Le CESE encouragera activement la mise en œuvre de **stratégies et de programmes macro-régionaux** pour la période 2014-2020, en s'assurant de la pleine participation des organisations de la société civile. Il restera également axé sur la création d'une **pratique européenne commune en matière de développement urbain**, qui contribue à stimuler la croissance économique de manière durable. Le CESE veillera à ce que le processus d'urbanisation en Europe s'accompagne d'un renforcement de l'attrait des zones rurales, en mettant l'accent sur **la croissance et l'emploi dans les zones rurales et isolées**, en particulier pour les jeunes.

Le CESE continuera à soutenir l'agriculture et la pêche durables. Il assurera la promotion des principales recommandations de son avis



exploratoire sur la **simplification de la politique agricole commune**. Le Comité est de plus en plus préoccupé par les conséquences environnementales et sociales de la production et de la consommation alimentaires, dans le contexte de la **sécurité alimentaire mondiale**. Il entend s'attaquer à la problématique des systèmes alimentaires durables d'une manière globale, par exemple par la promotion de la production agricole durable, tout en garantissant le «droit à l'alimentation», en réduisant le gaspillage alimentaire et en accroissant la consommation durable.

Le Comité poursuivra son évaluation critique de la mise en œuvre de la **stratégie Europe 2020**, en coopération étroite avec le réseau des conseils économiques et sociaux nationaux et d'autres parties prenantes. Il considère que la révision à mi-parcours de la stratégie est une occasion unique d'insuffler la nouvelle dose d'énergie dont elle a besoin pour revenir sur la bonne voie.

Les travaux dans le domaine de l'**entreprise sociale et l'économie sociale** vont se poursuivre. En réponse à la demande de la société civile, le CESE continuera de suivre et d'évaluer l'évolution politique au niveau de l'UE et au niveau des États membres. Il recense des mesures concrètes pour améliorer l'environnement général des entreprises de l'économie sociale, diffuse les meilleures pratiques dans les États membres et accroît la visibilité du secteur.

De nouvelles formes de consommation telles que **la consommation collaborative et l'économie du partage** seront à l'ordre du jour du CESE. La Journée européenne annuelle du consommateur se concentrera sur les conséquences du paquet «Mieux légiférer». Le Comité lancera une étude sur l'influence d'une meilleure information sur **l'espérance de vie des produits** sur le comportement des consommateurs, ce qui permettra aux fabricants d'adapter leur production aux demandes de ceux-ci. Le CESE élaborera un avis sur la nouvelle proposition de la Commission européenne sur **l'économie circulaire**, en évaluant la contribution de l'économie circulaire à la mise en œuvre du programme de développement durable des Nations unies à l'horizon 2030.

Le CESE continuera à participer activement au débat en cours sur **l'amélioration de la gouvernance économique, sociale, politique et institutionnelle dans la zone euro**, en veillant à ce que les positions des acteurs de la société civile soient dûment prises en compte. Il se concentrera sur les initiatives de suivi spécifiques du rapport des cinq présidents sur l'achèvement de l'Union économique et monétaire (UEM), telles qu'un système européen de garantie des dépôts. En particulier, le Comité présentera son point de vue sur les principaux thèmes du «Paquet de mesures pour approfondir l'UEM».

Le CESE se penchera sur les mesures les plus urgentes du **plan d'action sur la construction d'une Union des marchés des capitaux (UMC)**, telles que le rétablissement de marchés de titrisation sains et la modification de la directive

«Prospectus», dans le but de rendre la mobilisation de capitaux plus facile et moins coûteuse pour les petites et moyennes entreprises.

Le Comité est déterminé à **lutter contre la fraude et l'évasion fiscale**. Il se penchera sur la question de l'érosion de la base d'imposition et du transfert des bénéfices, ainsi que sur les propositions de création d'une assiette consolidée pour l'impôt sur les sociétés, afin de développer un environnement plus transparent et plus équitable pour les entreprises.

Dans le domaine de la société de l'information, le CESE contribuera à la mise en œuvre de la **stratégie pour le marché unique numérique** en adoptant des avis sur des questions clés telles que le blocage géographique et le réexamen du cadre réglementaire relatif aux télécommunications. L'accent sera placé tout particulièrement sur l'optimisation des possibilités offertes par un accès sans entrave aux services et produits numériques, à la fois pour les entreprises et pour les citoyens. Les compétences numériques, l'inclusion numérique, la protection de la vie privée et la protection des données à caractère personnel restent au cœur des préoccupations du Comité.

Le CESE s'appuiera sur ses précédents avis sur **l'Union européenne de l'énergie** pour présenter des propositions législatives plus spécifiques. Le CESE soulignera la nécessité d'amener les consommateurs d'énergie à devenir des participants actifs au marché, et de faire en sorte que les citoyens et la société civile organisée

puissent réellement se faire entendre en ce qui concerne leur «avenir énergétique». L'idée d'un **dialogue européen sur l'énergie** (DEE) continuera d'être encouragée en tant que processus parallèle à l'Union de l'énergie. Le DEE constituera un cadre indépendant pour le dialogue avec la société civile, en lien avec les plans énergétiques nationaux.

Le Comité poursuivra également ses travaux visant à promouvoir la création d'un **espace européen unique des transports**, en mettant notamment l'accent sur la promotion d'une véritable stratégie de l'aviation européenne qui permette d'améliorer la compétitivité de la chaîne de valeur aérienne, de sorte que ce secteur demeure l'un des principaux moteurs de la croissance économique. Le CESE insistera sur les questions d'actualité telles que les voies de navigation intérieure, les voitures sans conducteur, les gros volumes de données (mégadonnées), ainsi que les incidences sociétales et la réglementation des activités liées à l'économie du partage dans le domaine des transports.

Communiquer sur l'Europe en partenariat reste une priorité essentielle du CESE. Au cours de la présidence néerlandaise, le Comité continuera notamment à engager le dialogue avec les jeunes Européens lors de la manifestation «Votre Europe, votre avis!». L'accent sera mis en particulier sur les activités «*Going local*» au cours desquelles des membres du CESE nouent un dialogue «au pays» ou à Bruxelles.

Une Union recentrée sur l'essentiel, à savoir, l'emploi, la croissance et la connexion, durant la présidence néerlandaise du Conseil de l'Union européenne



La 12^e présidence néerlandaise arrive au moment où l'Europe sort timidement de plusieurs années de crise économique. Un certain nombre de défis subsistent cependant: le chômage reste trop élevé et de plus en plus de citoyens vivent dans la pauvreté. Le vieillissement de la population va faire peser une charge plus lourde sur les travailleurs en activité dont le pourcentage diminue. L'afflux de réfugiés va également mettre la sécurité sociale à l'épreuve. Pendant ce temps, l'économie mondiale évolue rapidement. À l'ère numérique, les États membres doivent s'adapter pour rester compétitifs, améliorer leur potentiel de croissance et préserver leurs systèmes de protection sociale. La raréfaction des ressources naturelles, le coût de l'énergie et les effets du changement climatique constituent autant de défis majeurs.

Pendant plus de six décennies, le Conseil économique et social néerlandais (SER) a joué un rôle consultatif important dans notre politique et notre processus décisionnel, notamment en matière d'intégration européenne. Il garantit la participation des organisations de la société civile à la prise de décision, ce qui fait également du CESE un partenaire naturel face aux défis sociaux et économiques en Europe.

Au cours de leur présidence, les Pays-Bas défendront une Union qui se concentre sur les aspects essentiels, crée la croissance et l'emploi par l'innovation, vise l'engagement dans les sociétés européennes, et est proche de ses citoyens.

Une Union qui se concentre sur l'essentiel est une Union qui a pour objectif d'apporter une valeur ajoutée à ce que les États membres peuvent et doivent faire eux-mêmes. La présidence néerlandaise se fixe pour mission d'apporter une amélioration durable à la qualité de la législation, de la rendre plus simple et plus facile à mettre en pratique et, si possible et si nécessaire, de réduire la charge administrative et les coûts. Surtout, elle s'efforce de parvenir à une législation de qualité et à l'épreuve du temps. Cet aspect est important pour les citoyens, les entreprises et les pouvoirs publics, et ne peut qu'être favorable à une croissance économique durable et à la compétitivité.

Une Union innovante, qui met l'accent sur la croissance et sur l'emploi, est une Union qui renforce son influence en matière d'économie et de politique étrangère, et favorise la compétitivité globale de l'Europe. L'innovation doit figurer en tête du programme de l'UE si l'Union veut rester une puissance économique dans un monde en mutation rapide. L'innovation est la clé d'une croissance durable et inclusive, de l'amélioration et du renouvellement. Elle est la meilleure réponse à la pression exercée par la mondialisation. La création d'emplois est la priorité absolue. L'identité sociale de l'Europe devrait toutefois également faire partie intégrante de

son programme stratégique: elle a en effet pour vocation de profiter aux citoyens. Cela signifie qu'il y a lieu de promouvoir le travail décent et que le dumping social ne peut avoir de place dans l'Union européenne. L'égalité de rémunération pour un même travail sur le même lieu de travail doit être le principe directeur, y compris pour les travailleurs mobiles au sein de l'UE. Le travail décent implique également une amélioration de la protection des travailleurs contre les agents cancérigènes sur le lieu de travail. Nous sommes bien conscients, comme le CESE l'a affirmé, que l'objectif de réduction de la pauvreté de la stratégie Europe 2020 ne sera pas atteint. La présidence néerlandaise stimulera l'échange de connaissances et de bonnes pratiques en matière de lutte contre la pauvreté, en encourageant une approche intégrée.

La présidence néerlandaise promet dès lors une Union qui crée des liens, une Union fondée sur des valeurs fondamentales et à laquelle ses citoyens adhèrent. Le soutien à la prise de décision européenne peut être généré en offrant des possibilités visibles pour le public de participer et d'exercer une influence. Le renforcement de la légitimité démocratique sera un des objectifs majeurs de notre présidence. Il nécessitera la participation active des citoyens et des organisations de la société civile. La transparence du processus décisionnel sera indispensable à cette fin. Le soutien à l'UE sera également renforcé dans la mesure où l'Union engrange des résultats concrets pour les citoyens et les entreprises dans

des domaines qui sont importants pour eux. Le gouvernement néerlandais œuvrera donc en ce sens.

Nous mettrons à profit la présidence néerlandaise pour aider l'Union à obtenir des améliorations concrètes en faveur des entreprises et des citoyens européens. Associer l'ensemble des parties prenantes concernées aux niveaux européen, national et régional, en particulier par la voie du CESE en tant que plate-forme institutionnelle socioéconomique de l'Union, sera indispensable si nous voulons instaurer un climat de confiance et doter les sociétés européennes pour l'avenir.



Lodewijk Asscher
Vice-premier ministre,
ministre des affaires sociales
et de l'emploi



Henk Kamp
Ministre de l'économie



Informations générales sur les Pays-Bas



Dénomination officielle	Royaume des Pays-Bas
Capitale	Amsterdam
Superficie	41 543 km ²
Autres villes importantes (en termes de nombre d'habitants)	Rotterdam, La Haye, Utrecht
Langue nationale	Néerlandais
Langue officielle	Néerlandais
Monnaie	Euro
Population (au 1^{er} septembre 2015)¹	16 957 605
Population étrangère (au 1^{er} août 2014)¹	1 997 584
PIB en prix courants (en millions d'euros, 2014)¹	662 770
PIB par habitant (en standards de pouvoir d'achat [SPA], UE-28 = 100, 2014)²	130
Emploi intérieur (2014)²	8 739 000
Taux d'emploi (personnes âgées de 20 à 64 ans, 2014)²	73,1 %
Taux de chômage (au sens de l'OIT, 2014)²	7,4 %
Espérance de vie à la naissance (2014)¹	Femmes: 83,29 ans / Hommes: 79,87 ans
Principales exportations (en % des exportations totales, 2014)³	Combustibles minéraux, huiles, produits de distillation, etc. (16,73 %) Machines, réacteurs nucléaires, chaudières, etc. (13,61 %) Équipements électriques, électroniques (8,47 %)
Principales importations (en % des importations totales, 2014)³	Combustibles minéraux, huiles, produits de distillation, etc. (21,17 %) Machines, réacteurs nucléaires, chaudières, etc. (12,88 %) Équipements électriques, électroniques (10,21 %)

¹ Office central de la statistique (Centraal Bureau voor de Statistiek)

² Eurostat

³ Trademap





Notes

A large area for taking notes, consisting of four vertical columns of horizontal dotted lines. The lines are evenly spaced and extend across the width of each column, providing a guide for writing.



Comité économique et social européen

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"
EESC-2015-81-FR

www.eesc.europa.eu



© Union européenne, 2015
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.



Print:
QE-04-15-840-FR-C
ISBN 978-92-830-2955-7
doi:10.2864/30

Online:
QE-04-15-840-FR-N
ISBN 978-92-830-2953-3
doi:10.2864/928209

FR